

BURKINA FASO



SOIXANTIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES



DECLARATION
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
YOUSOUF OUEDRAOGO
MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE

NEW YORK, 21 SEPTEMBRE 2005

(Vérifier à l'audition)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations
866 United Nations Plaza First Avenue, Suite 326/327A
New York, N.Y 10017 Tél: (1) 212-308-4720/21*

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Le Burkina Faso se réjouit de voir à la présidence de cette importante session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, un illustre fils d'un grand pays, la Suède, avec lequel il entretient des relations exemplaires et fructueuses d'amitié et de coopération depuis des décennies.

Monsieur le Président, je m'empresse de vous assurer de la pleine coopération de ma délégation.

Il me plait également de rendre hommage à votre prédécesseur, M. Jean PING, dont nous avons pu apprécier tout au long de la 59^e session, les talents de diplomate chevronné et efficace.

J'associe à ces hommages, notre Secrétaire général, M. Kofi ANNAN, homme de grande vision, architecte de cette nouvelle ONU que nous appelons de tous nos vœux et dont il a eu le courage de poser les fondations.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

La présente session restera marquée d'une pierre blanche dans les annales des Nations Unies. Outre qu'elle est placée sous le double sceau de la revue à mi-parcours des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de la réforme de l'Organisation, elle se tient à un moment crucial de l'histoire du monde et des relations internationales.

En Afrique, en dépit des efforts que les Etats et les regroupements régionaux ne cessent de déployer, la persistance de nombreux conflits et foyers de tensions continue d'être un sujet de grande préoccupation.

Il s'agit notamment de la situation dans les Grands Lacs, au Darfour, en Somalie et en Côte d'Ivoire.

Au Moyen-Orient, la lutte pour la survie est le combat quotidien du peuple palestinien. Notre conviction est que seule une application stricte de la feuille de route sera à même de rendre la paix possible dans cette région si tourmentée.

Monsieur le Président,
Honorables délégués,

Les nombreux attentats perpétrés à travers le monde nous interpellent et nous rappellent à quel point nous sommes vulnérables face au terrorisme.

Nous devons nous convaincre désormais, qu'aucune stratégie aussi énergique soit-elle, ne peut venir à bout de ce fléau, si elle ne s'attaque à ses causes véritables que sont, l'injustice, l'exclusion, l'humiliation, et la pauvreté ...

A l'évidence, c'est à ces sources que se nourrissent de tels comportements désespérés.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Plus que jamais, la quête de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits humains s'est inscrite dans le comportement quotidien des peuples.

C'est de cette vision que procède la nécessité d'une réforme sans précédent de l'Organisation des Nations Unies qui, soixante ans après sa création, se doit de tenir dûment compte de l'émergence de nouveaux défis et de nouvelles problématiques.

A cet égard, il convient de saluer une fois de plus, la clairvoyance et la perspicacité du Secrétaire général, M. Kofi Annan, dont le rapport, « Dans une liberté plus grande ... » nous offre un cadre propice de réflexion pour une réforme globale et fondamentale de notre Organisation.

Au demeurant, la position africaine sur cette réforme, notamment celle du Conseil de sécurité, est maintenant connue.

Le Burkina Faso, persuadé que justice doit être rendue à l'Afrique, s'est pleinement engagé aux côtés des autres Etats membres de l'Union africaine, pour formuler une plateforme commune, permettant au continent de revendiquer sans ambages sa légitime place dans les organes de décisions essentiels de l'ONU.

Cependant, Monsieur le Président, aussi engagés et passionnés que soient nos débats sur la réforme des Nations Unies, il est impérieux que nous accordions une priorité plus grande aux questions de développement.

Parlant de développement et, comme le relève si justement le Document final de la réunion de Haut niveau que nous venons d'adopter, ce ne sont pas tant les engagements et les promesses qui font défaut, mais plutôt leur concrétisation diligente et conséquente, face à l'urgence et à l'acuité des problèmes posés.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, le Burkina Faso ne peut que s'associer à toutes actions allant dans le sens d'une réelle solidarité internationale.

C'est la raison pour laquelle, il s'était déjà associé à l'initiative de lutte contre la faim du Président LULA DA SILVA.

C'est aussi pour cette même raison qu'il adhère au projet de contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion du Président J. CHIRAC, destinée notamment au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, à la facilité internationale de financement du Premier Ministre Tony BLAIR, au fonds pour le développement et l'assistance humanitaire du Qatar et au Millenium Challenge Account (MCA) du Président Georges W. BUSH, dont mon pays vient du reste de bénéficier.

Le Burkina Faso se réjouit également de la récente décision du G-8 d'annuler la dette multilatérale d'un certain nombre de pays en développement et souhaite qu'elle soit élargie à plus de bénéficiaires.

Monsieur le Président, il est indéniable que les relations commerciales entre pays industrialisés et pays en développement restent marquées du sceau de l'inégalité, voire de l'iniquité.

Il est alors essentiel de rappeler la nécessité du respect des règles du système commercial multilatéral qui fondent l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Vous comprenez donc pourquoi le Burkina Faso continue d'exiger la suppression des subventions injustes aux exportations pratiquées par les pays du Nord, notamment celles en faveur du coton.

Monsieur le Président, le Burkina Faso milite ardemment en faveur de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la protection des droits humains, de la paix et du développement en Afrique et dans le monde.

Dans ce cadre, il prend une part active aux opérations de maintien de la paix en Afrique et dans les autres régions.

Par ailleurs, mon pays qui assure actuellement la présidence en exercice de la Communauté des Etats Sahélo-sahariens (CEN-SAD) et de l'Organisation internationale de la Francophonie, est également fier de servir ainsi la cause de l'intégration régionale, de la fraternité et de la solidarité internationales.

Pour nous, militer pour la paix, c'est aussi respecter les Conventions internationales. Dans cette optique, nous considérons comme un devoir de nous acquitter de nos obligations internationales, en adhérant à la plupart des Accords et Traités.

C'est le cas du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires que le Burkina a signé et ratifié.

Je voudrais saisir cette opportunité, pour inciter d'autres pays à le faire, afin d'accélérer l'entrée en vigueur de cet instrument juridique dont l'importance pour la paix et la stabilité mondiales n'est plus à démontrer.

Monsieur le Président,

Faut -il le rappeler, la présente session est placée sous le signe de la démocratisation de l'ONU.

L'on comprendrait donc difficilement que nous continuions à méconnaître les droits des vingt-trois (23) millions de Taiwanais.

Le temps est venu, Monsieur le Président, de faire justice à ce peuple qui, depuis des décennies, a fait la preuve de son engagement pour la démocratie, la paix et la solidarité internationales.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,

Plus que jamais, le sort de l'humanité est entre nos mains.

Tout milite pour que dans un même mouvement d'ensemble, dans une même direction, dans un même élan, nous assumions ce qui est devenu le symbole de notre nouvelle responsabilité commune : bâtir un monde où, "dans une liberté plus grande ...", prédomineront le droit au développement, à la sécurité, à la dignité pour tous.

Je vous remercie.